

[Le Marketing Climatique de la Société Générale](#)



La [Société générale](#) a publié son Document de référence dans lequel elle rend compte des ses activités de l'année écoulée auprès de ses actionnaires et des autorités publiques. Huit pages de ce document sont consacrées au « [rôle de la Société générale dans la lutte contre le changement climatique](#) ». Le texte veut faire penser que la banque est désormais un modèle d'écologie et de sobriété.

Cependant, le conseil d'administration de la banque française compte 5 représentants des énergies fossiles et que 7 banquiers. Entre les discours des grandes entreprises sur le climat et la réalité, il existe parfois un fossé creusé par un marketing décalé de la réalité.

La Société générale affiche 46,4% de sources renouvelables dans les énergies et des projets d'électricité qu'elle finance. Pour arriver à ce chiffre, la Société Générale comptabilise l'énergie nucléaire comme une énergie «renouvelable». Ce raccourci est certainement dû à la présence dans son conseil d'administration de Jean-Bernard Lévy, l'actuel PDG d'EDF.

Une orientation pétrolière et gazière marquée

La Société Générale joue un important rôle dans le financement de l'industrie gazière au niveau mondial et les exportations de gaz de schiste américain vers la France et le reste de l'Europe.

Avec 2,4 milliards de dollars investis dans les entreprises développant des projets de gaz de schiste en Amérique du Nord, elle est la 7e banque internationale et la 1ère française dans ce secteur, loin devant BNP Paribas (qui a annoncé son retrait de toute la filière gaz de schiste), Crédit Agricole ou encore Natixis. Elle est également loin des 5 milliards \$ investis par la Banque Nationale Suisse dans le fossile américain.

Un conseil d'administration dévoué aux énergies fossiles

Dans le conseil d'administration de la Société générale ont retrouvé plusieurs représentants de l'industrie gazière, à commencer par son nouveau président Lorenzo Bini Smaghi, également président du conseil d'administration d'Italgas, le leader italien de la distribution urbaine de gaz, et ancien président du groupe italien Snam, l'un des principaux exploitants de gazoducs d'Europe.

S'y ajoutent Robert Castaigne, ancien cadre de Total et administrateur de Novatek, l'entreprise gazière russe qui développe Yamal LNG, et Gérard Mestrallet, ancien PDG d'Engie, l'entreprise héritière de Gaz de France.

Si l'on y ajoute Alexandra Schaapveld, également membre du conseil de surveillance de deux entreprises parapétrolières, la française Vallourec et la malaisienne Bumi Armada Berhad, le conseil d'administration de la banque compte 5 représentants des énergies sales sur 12 membres. Presque autant que de banquiers...

Sources : Mathieu Paris et Olivier Petitjean sur MultiNationales.org